

4. Aux fins du présent article :
- (a) l'expression « bénéfiques ou revenus » inclut les recettes et revenus bruts découlant directement de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, y compris :
    - i) l'affrètement ou la location d'aéronefs,
    - ii) la vente de services de transport aérien, que ce soit pour le compte de l'entreprise de transport aérien elle-même ou de toute autre entreprise de transport aérien, et
    - iii) les intérêts sur les sommes provenant directement de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, à la condition que ces intérêts soient accessoires à cette exploitation;
  - (b) « trafic international » s'entend du transport de personnes et/ou de marchandises, y compris le courrier, à l'exclusion du transport effectué principalement entre des points situés sur le territoire d'une Partie contractante; et
  - (c) « entreprise de transport aérien d'une Partie contractante » s'entend, dans le cas du Canada, d'une entreprise de transport aérien résidant au Canada aux fins de l'impôt sur le revenu, et, dans le cas des États-Unis du Mexique, d'une entreprise de transport aérien résidant aux États-Unis du Mexique aux fins de l'impôt sur le revenu.
5. Le présent article est sans effet lorsqu'une convention relative à la double imposition en matière d'impôt sur le revenu est en vigueur entre les deux Parties contractantes.

## ARTICLE 19

### Applicabilité aux vols affrétés/non réguliers

1. Les dispositions des articles 6 (Application des lois), 7 (Normes de sécurité, certificats, brevets et licences), 8 (Sûreté de l'aviation), 9 (Droits de douane et autres redevances), 10 (Statistiques), 12 (Disponibilité des aéroports et des installations et services aéronautiques), 13 (Redevances pour l'usage des aéroports et des installations et services aéronautiques), 15 (Représentants des entreprises de transport aérien), 16 (Services d'escale), 17 (Ventes et transfert de fonds), 18 (Taxation) et 20 (Consultations) du présent Accord s'appliquent aux vols affrétés et aux autres vols non réguliers exploités par les transporteurs aériens d'une Partie contractante à destination ou au départ du territoire de l'autre Partie contractante, ainsi qu'aux transporteurs aériens qui exploitent ces vols.
2. Le paragraphe 1 du présent article n'a pas d'incidence sur les lois et règlements régissant l'autorisation des vols affrétés ou non réguliers, ou la conduite des transporteurs aériens ou des tiers qui participent à l'organisation de ces activités.